SECTION FORCE OUVRIERE DES HAUTES ALPES
Local syndical FO, cité Desmichel, 05000 GAP
Tel : 04 92 51 29 72

Email : fo.ddfip05@dgfip.finances.gouv.fr
site : http://www.fo-dgfip-sd.fr/005/

Le 03 avril 2019

COMPTE RENDU DES JOURNEES D'ACTION DES 27-28 ET 29 MARS

Dans la poursuite des actions menées dans le département depuis le début du mois de Mars, les agents de la DGFIP05 avec leurs sections syndicales, CGT, FO, CFDT et Solidaires ont décidé de continuer d'exercer la pression dans la rue et devant nos gouvernants pour montrer notre opposition aux projets de destruction annoncés de la DGFIP.

MERCREDI 27 MARS :

Le matin, le ministre Olivier DUSSOPT, présentait son projet de réforme de la fonction publique devant le conseil des ministres. En signe de manifestation et d'opposition des agents publics à cette réforme, nous nous sommes retrouvés devant la préfecture à 12h30. Une délégation des syndicats CGT, FO, CFDT et SUD a été reçue par la secrétaire générale de la préfecture à 13h. Ce fut pour nous l'occasion de détailler les principales inquiétudes des fonctionnaires en réponses aux réformes annoncées. Le projet de loi santé à l'hôpital, la réforme Blanquer de l'Education nationale, les réorganisations départementales dans toutes les administrations, le projet de réforme de la fonction publique. Les représentants FO ont signifié qu'ils auraient préféré porter leurs doléances devant la préfète directement. L'audience a duré 1h. Nous osons espérer que sagesse soit trouvée chez nos gouvernants et que la folie destructrice à laquelle nous assistons en ce moment, s'arrête.

Mais ne soyons pas naïfs !

JEUDI 28 MARS :

Grande journée de manifestation intersyndicale nationale organisée à Paris, de nombreuses délégations de l'ensemble de la France ont rejoint la capitale pour grossir le cortège de la manifestation intersyndicale.

Le 7 février dernier, une délégation FO du 05 avait fait le déplacement sur Paris pour la grande manifestation Force Ouvrière, des fonctionnaires. Cette fois ci, une action locale, intersyndicale, devant la trésorerie de Tallard a été privilégiée.

RDV était donné à 10h. Nous avons échangé avec les passants, les collègues de la trésorerie sont restés avec nous jusqu'à ce que la trentaine de personnes, constituant le cortège, se rende devant la Mairie à 11h.

Monsieur Jean-Michel Arnaud, Président de l'association des Maires de France des Hautes Alpes, a accepté de rencontrer l'ensemble des manifestants dans la salle de réunion de la mairie. Nous avons échangé avec lui du devenir de la DGFIP et des conséquences que la remise en cause du maillage territorial actuel des trésoreries, ne manqueraient pas d'avoir. Dès le début d'année 2019, la section FO DGFIP 05 avait pris l'initiative d'envoyer un courrier d'alerte aux présidents des associations des maires du 05. Le président de l'association des maires de France du 05 (JM Arnaud), a demandé des explications au Directeur Départemental de la DGFIP. Il lui a rappelé son attachement au maintien de la trésorerie de Tallard comme à toutes les trésoreries. Il a parlé de la séparation ordonnateur-comptable qu'il ne souhaite pas voir disparaître. Les élus ont intérêt à la garder pour certifier l'usage fait des deniers publics. Pourtant il comprend aussi les élus mécontents des services de la DGFIP lorsque des dépenses à payer ont 3 mois de retard du fait des problèmes de personnel. FO a indiqué qu'il fallait se méfier des solutions en apparences alléchantes présentées par le gouvernement (MSAP ou agences comptables). Les promesses n'engagent que ceux qui les croient!

VENDREDI 29 MARS 2019

Jour du premier CHS CT de l'année, collègues et représentants syndicaux se sont retrouvés à la Direction pour un envahissement de l'instance sur les horaires des plages variables. Notre Directeur nous a enfin livré les pistes qu'il étudiera pour « moderniser » la dgfip dans le 05 et revisiter sa géographie !

- pour le SPL : il y a 3 groupes de trésoreries : les grosses (Gap, Embrun et Briançon), les petites et Laragne. Cette dernière a la particularité d'être comptable de collectivités dont l'intercommunalité est gérée par une trésorerie du département voisin, le 04. L'idée de mettre en place des SFACT est lancée...affaire à suivre ...de très près !

- pour les SIP et les SIE : à priori les SIP devraient être impactés modérément pour causes de réformes PAS, TH et déclarations sur les revenus... les annonces pleuvent ! Mais tout reste encore flou. Pour les SIE, l'avenir est beaucoup plus incertain. Vu le volume d'accueil et les procédures largement dématérialisées, la question se pose de leur pérennité. Le Directeur nous a de nouveau soutenu ne pas connaître le volume des suppressions d'emplois massives à venir.

- pour les SPF : il était question d'étudier leur régionalisation ou bi-départementalisation, cela ne semble plus d'actualité

- la mise en place de la géographie revisitée : toutes les pistes énumérées ci-dessus font partie de la « révision » de notre géographie. En fait chaque département fait ses propositions à Bercy qui accepte ou pas. Elles sont ensuite présentées aux représentants du personnel pour faire semblant de « négocier » et enfin c'est mis en place.

Les départements pré-figurateurs de la mise en place partiront dans l'expérimentation par vague au 1/1/2020, 1/1/2021 et 1/1/2022.

Les temps que nous vivons sont troubles et incertains. Plus que jamais il convient de rester unis et garder courage. FO est farouchement opposée à la destruction de la DGFIP parce que nous sommes opposés au démantèlement de toute la fonction publique. L'avant-projet de loi de « t*ransformation de la fonction publique* » va développer le recours au contrat de droit privé, va supprimer les compétences principales des CAP, va faire disparaître les CHSCT et va mettre en place différents outils pour licencier les fonctionnaires (rupture conventionnelle…).

Avec la FGF- FO, nous mènerons ce combat pour préserver notre statut, nos acquis, notre pouvoir d'achat. Il faut faire reculer ce gouvernement.

Nous mènerons ce combat dans l'unité la plus large possible avec un mot d'ordre clair :

Retrait Du Projet De Loi De Transformation De La Fonction Publique !

Nous défendrons par tous les moyens possibles notre statut, notre pouvoir d'achat et notre code des pensions civiles et militaires (menacé de disparition par la future réforme des retraites).